

CONGRÈS DE POITIERS – CONTRIBUTION THÉMATIQUE

INVESTIR SUR LA FORMATION POUR PRÉPARER L'AVENIR

Contribution proposée par le réseau national des formateurs.

Alors que la campagne présidentielle s'était traduite par un effort particulièrement important en matière de formation des militants, il n'a pas été suffisamment poursuivi dans nombre de fédérations. Nous devons impérativement relancer cette dynamique avec vigueur afin de préparer les reconquêtes territoriales après les défaites de 2014.

I. Notre parti a un besoin criant de formation.

Montée de l'extrême-droite et de l'abstention, échecs électoraux, problème de renouvellement des propositions et des cadres... Autant de constats qui doivent nous inciter à redoubler d'efforts pour former nos militants.

- ***Le Front National, premier parti de France en termes de formation ;***

Le FN a consacré des moyens très importants pour accompagner et armer politiquement ses militants. Nous faisons face aujourd'hui à une nouvelle génération de cadres et d'élus, formée pour la conquête du pouvoir par l'extrême-droite. Le résultat de cette stratégie récente ne s'est pas fait attendre : 400 000 habitants ont aujourd'hui un maire FN en France. Cette priorité à la formation a, par le passé, été un élément fort du succès et du maillage du Parti Communiste. Incontestablement, aucun parti ne peut espérer rester structurellement et culturellement dominant sans investir considérablement dans la formation. Le PS doit relever ce défi et se donner les moyens de ses ambitions.

- ***Enrayer le recul territorial et lancer la reconquête***

Outre le succès de l'extrême-droite, les dernières municipales se sont traduites par un recul considérable des socialistes et la perte d'un certain nombre de villes, y compris des bastions historiques. Le manque de renouvellement et de formation explique en partie cet état de fait. Nous croyons trop souvent qu'une équipe expérimentée est une équipe formée. Or ce sont deux choses différentes.

Nous voyons s'étendre des zones où le PS est absent, sans sections fortes, sans élus et sans présence territoriale. Nous devons réinvestir tous les territoires, les villes perdues, les quartiers populaires, comme les zones rurales, en métropole, en outre-mer, comme auprès des Français de l'étranger.

- ***Développer les relais de l'action du gouvernement auprès des Français ;***

Les politiques menées par notre gouvernement suscitent des interrogations ou des incompréhensions. Or de nombreuses réformes engagées feraient l'unanimité chez les socialistes et leurs électeurs si elles étaient mieux connues ou expliquées. Beaucoup de militants souhaitent être mieux armés pour expliquer notre action aux électeurs et justifier nos choix. Dans un contexte difficile, argumenter, convaincre ou relayer les retours du terrain suscite une demande de préparation préalable, via, par exemple, des ateliers sur l'argumentation politique ou les campagnes de terrain, ainsi que des formations par les élus en charge des différentes thématiques.

- ***Investir pour l'avenir***

La formation n'est pas un coût. C'est un investissement. C'est elle qui détermine ce que sera notre parti dans dix ans sur deux plans. D'une part, en termes de moteur d'idées. De la formation politique et idéologique d'aujourd'hui dépend notre capacité à penser le monde de demain, à construire des propositions nouvelles, à inventer un nouveau projet de société, notamment en déclinant la charte issue des États Généraux des socialistes. D'autre part, face à la difficulté de notre parti à trouver des candidat-e-s, mais aussi des cadres locaux, nous devons renforcer les formations techniques pour préparer celles et ceux qui structureront notre organisation et incarneront nos propositions pour les décennies qui viennent. Former aujourd'hui, c'est préparer l'avenir de notre famille politique.

Face à tous ces constats, le besoin de formation de notre parti est évident. Une stratégie ambitieuse doit être mise en œuvre, avec des objectifs clairs.

II. Reconquérir, renouveler et émanciper : trois objectifs pour une stratégie de formation ambitieuse.

Pour construire le changement dans la durée, nous devons progresser dans des territoires prioritaires, organiser le renouvellement de nos cadres et assumer pleinement la mission historique d'éducation populaire de notre parti.

- ***Enclencher la reconquête territoriale***

Nous ne pouvons nous résigner à laisser une partie de l'hexagone aux conservateurs et aux extrémistes. Nous devons partir à la reconquête des villes perdues, des banlieues et des zones rurales. Cette progression ne sera possible que par un effort continu de formation au plus près des besoins des adhérents et des cadres locaux de notre parti. Cela demande un effort d'anticipation pour préparer au mieux, et dès maintenant, les échéances électorales qui animeront notre vie politique d'ici 2020.

Le développement de la formation doit être systématisée avec une offre adaptée aux besoins des militants, sur le fond comme sur la technique – tous deux indissociables.

- ***Garantir le renouvellement politique.***

La formation doit également permettre le renouvellement des responsables et des élus. Il y a urgence : dans dix ans, une majorité de celles et ceux actuellement en fonction dans certains territoires auront cessé leurs activités. Il s'agit de préserver ce patrimoine de connaissances et s'assurer de la continuité de notre présence en préparant dès à présent le renouvellement.

Beaucoup d'adhérents n'arrivent pas, aujourd'hui, à trouver une place dans notre parti ni à y prendre des responsabilités. Les femmes, les Français dans leurs diversités d'origines ou de catégories sociales ... rencontrent toujours de vraies difficultés à accéder aux responsabilités, soit par une tendance à la reproduction sociale de nos responsables, soit par manque d'outils, soit par autocensure.

Des initiatives ont été développées pour corriger ces biais et former prioritairement les personnes les moins bien représentées dans notre parti. Bien souvent, cela a permis à des camarades qui ne se sentaient pas légitimes de devenir élus ou d'occuper des responsabilités de premier plan. Nous ne pouvons pas nous contenter, à chaque échéance, de constater des difficultés à trouver des candidats représentatifs de la société dans son ensemble. Le problème doit être pris plus globalement et considéré en amont.

- ***Pour l'autonomie et l'épanouissement des militants : l'esprit « éducation populaire »***

Le militantisme politique, l'engagement dans la famille socialiste, c'est d'abord et avant tout une démarche d'éducation populaire. Chaque adhérent doit pouvoir avoir accès aux moyens de mieux comprendre le monde qui l'entoure, et en être pleinement acteur.

Le Parti Socialiste n'est pas un parti de supporters mais un parti de militants, un parti de femmes et d'hommes autonomes et responsables. Les formations de prise de parole en public, de conduite de réunion ou sur les grands courants de pensée économiques, par exemple, doivent être développées. Pas simplement parce qu'elles sont des outils électoraux, mais d'abord et avant tout parce qu'elles permettent à chaque adhérent d'être plus libre et de s'accomplir pleinement dans son engagement. La formation ne saurait concerner que des candidats mais bien s'adresser à tout le monde, sans préjuger sur la suite du parcours des uns et des autres.

La formation dans le Parti Socialiste doit également donner à chaque militant les outils qui lui sont nécessaires pour qu'ils participent à l'élaboration de l'orientation politique du Parti Socialiste, puis à sa diffusion.

Ces trois objectifs ne peuvent être atteints que par le renforcement des outils et des moyens consacrés à la formation. Cette dynamique est enclenchée, elle doit plus que jamais se poursuivre.

III. Poursuivre et accélérer le développement de la formation dans tous les territoires.

- ***Le renforcement du réseau des formateurs au service du parti ;***

Certains partis ont fait le choix de confier la formation à des organismes extérieurs, dans un rapport de prestations marchandes. Le Parti Socialiste a misé, depuis les années 1990 sur le développement d'un réseau interne de formateurs dont l'action se développe autour de principes forts : bénévolat, neutralité interne, démarche d'amélioration et de formation continue. Cet outil au service du parti permet de former chaque année des milliers de stagiaires du PS et du MJS.

Un effort important de recrutement, au sein même des fédérations, de renouvellement, d'élargissement et de montée en compétence du Réseau est à l'œuvre depuis plusieurs années pour répondre toujours mieux à une demande croissante. En parallèle, le secteur formation répond, en s'appuyant sur un tissu d'intervenants politique de grande qualité, à des demandes d'interventions de fond aussi nombreuses que diverses.

- ***Renouveler et élargir l'offre de formation ;***

Pour que le Parti reste toujours à la pointe, l'offre de modules et d'interventions a été considérablement remaniée et étoffée. Cela concerne bien évidemment les formations sur le fond : développement de modules sur l'Économie Sociale et Solidaire, sur les problématiques énergétiques, sur les institutions européennes... Les ateliers pratiques bénéficient également de ce renouvellement permanent. Cela passe par la refonte et l'adaptation de modules existants afin qu'ils soient adaptés au contexte et aux évolutions de la pratique politique ou du cadre juridique (conduite et financement des campagnes électorales, prise de parole en public...) ; mais également par la création de nouveaux modules pour toujours mieux répondre aux demandes (stratégie de communication numérique, négociation et gestion de conflits, lutte contre le Front National...). Il faut également mieux faire connaître cette offre à tous les militants.

- ***De nouveaux outils et de nouveaux cadres à mettre en place et pérenniser ;***

L'Université Permanente des cadres fédéraux (trois W.E. de formation annuels à Solférino) existe depuis plus de 15 ans. C'est désormais un outil bien ancré dans le paysage de l'offre de formation. Celle-ci doit se poursuivre avec un retour à la gratuité de l'inscription pour les stagiaires pour garantir le droit effectif à la formation des militants. En parallèle se développent, dans les fédérations, les Universités Permanentes fédérales qui connaissent un vrai succès, ainsi que de nombreuses interventions ponctuelles.

Deux autres outils sont en cours de mise en place : les Universités Permanentes Régionales, qui regroupent dès cette année des centaines de stagiaires par région pour organiser la reconquête territoriale à échéance de 5 ans. L'École des cadres nationaux, cycle de formation de 5 W.E. est, de son côté, en cours de mise en place, pour renforcer la structuration politique des instances nationales et former nos responsables nationaux.

Pour les formations de fond, le e-learning, les visioconférences ou la diffusion d'interventions en vidéo par internet doivent être développés pour faciliter l'accès à ces contenus. Une réflexion doit être également engagée sur la faisabilité d'une "Université Numérique des Secrétaires de Section", en lien avec les fédérations.

Ces différents outils demandent des moyens importants et ne peuvent être mis en place que grâce à un engagement très fort de la direction nationale pour la formation. Ces moyens doivent être sanctuarisés et cette dynamique doit se poursuivre en toute circonstance, car réduire l'effort de formation, c'est hypothéquer notre capacité à gagner demain.

- ***Inscrire dans les statuts la formation pour chaque fédération ;***

Deux tiers des fédérations n'ont pas eu recours au secteur formation depuis le congrès de Toulouse. L'effort important de formation pendant la campagne de la présidentielle de 2012 ne s'est pas poursuivi partout. Or, le droit à la formation des militants est inscrit dans les statuts.

Afin de développer la formation dans toutes les fédérations, il est indispensable de généraliser la mise en œuvre de plans de formation. À cet effet, les statuts doivent rendre obligatoires ces dispositifs :

- La nomination d'un Secrétaire Fédéral à la formation dans chaque fédération ;
- L'adoption d'un plan fédéral de formation après chaque renouvellement d'instances, s'appuyant sur les ressources locales et nationales ;
- L'adoption d'un budget de formation permettant la mise en œuvre de ce plan ;
- Enfin, les statuts doivent inscrire encore plus clairement le droit à la formation pour tous les militants ;

Chaque fédération doit offrir, dans la mesure de ses moyens et de ses besoins, des possibilités de formation à ses militants. Si elle ne met pas en œuvre ces dispositifs, un impact sur la péréquation nationale doit être envisagé.

La formation est un impératif pour notre famille politique. Elle est un devoir de notre parti envers chacun de ses adhérents. Elle permet l'épanouissement des militants. Elle favorise le renouvellement des cadres, des élus et des pratiques. Elle est surtout l'outil indispensable pour les reconquêtes électorales. Elle est une démarche exigeante en temps, en ressources, en volonté politique. Mais elle est indispensable pour préparer l'avenir, à moyen et long terme, de notre parti et de nos convictions.

Nous, militants du Parti socialiste, souhaitons que tous les moyens soient mis en œuvre pour poursuivre et accroître l'effort de formation dans notre parti. Car nous avons la conviction que cette démarche est la condition de nos victoires futures, pour une mise en œuvre, partout, dans la durée, de notre idéal de progrès humain et social.

PREMIERS SIGNATAIRES

- *Les secrétaires nationaux :*

Emeric BRÉHIER (Secrétaire National à la Formation – Député – 77)

- *Les parlementaires :*

Gwenegan BUI (Député 29) - Bernard ROMAN (Député 59) ; Razzy HAMMADI (Député 93)

- *Les Premiers Secrétaires Fédéraux :*

Jean BRUNEL (Formateur - 11); Marc COATANEA (29) ; Guillaume MATHELIER (74)

- *Les formateurs du Réseau national :*

Étienne VALOIS (Coordinateur national du réseau - 29) ; Nicolas ANOTO (Coordinateur adjoint - 34); Révelyne CHABRUN (Coordinatrice adjointe - 24); Nacera TORCHE (Coordinatrice adjointe – 77) ; Nicolas SIMIOT (Coordinateur adjoint - 69); Gérard LÉONARD (04); Véronique RUMEAU (09); Claude BOSOM (SF - 11); Alain CASTEL (11); Ilyesse SAHNOUN (12); Marion PIGAMO (13); Guy BOUILLARD (14); Jean-François POISSON (14); Sylvie GAUTIER (24); Marie-Noëlle GROCH (28); Sylvain DUBREUIL (29); Étienne VALOIS (29); Jean-Marc DUBARRY-BARBE (31); Wiame BENYACHOU (33); Mireille KERBAOL (33); Bernard RIVET (33); Hanna DELAHAYE (34); Cédric HAUTION (34); Philippe MOISSONNIER (34); Audrey HIGELIN (35); Cyrille MOREL (35); Emilie DELCHER (37); Erwan ZAUGG (37); Florence ZULIAN (37); Anthony ALY (38); Yacine BAOUCH (38); Mathieu PALHEC (38); Kheira STAALI (38); Julien DUIZABO (40); Céline CRESPIY (42); Marie MOTTO-ROS (42); Julien GUERIN (43); Francis SEVRIN (46); Sophie FOUCHER MAILLARD (49); Arash SAEIDI (49); Basile RABOUILLE (50); Agnès MEJEAN (54); Annaig-Sklaerenn LE MOEL-RAFLIK (56); Faustine BALMELLE-DELAUZUN (59); Alexis DEBUISSON (59); Leïla FRAT (59); Nicolas MALKI (59); Mehdi RAHOUI (60); Robert BONNET (63); Gabriel VAUGELADE (65); Nicolas SERVENTIE (68); Thierry SOTHER (68); Lucie BRIATTE (69); Elise CHOUQUET (69); Abdelhak FAKIR (69); Yves ATTOU (75); Marie CASTAGNÉ (75); Frédéric FARAVAL (75); Justine OLSCHANEZKY (75); Alan PELLETIER (75); Pacôme RUPIN (75); Jérôme VERGER (75); Erol YOLAL (75); Thomas PETIT (77); Didier PEYROT (77); Thomas ROLLER (83); Martine GAVELLE (84); Lucien STANZIONE (84); Anthony ZILIO (84); Elena WINTERHALTER (84) ; Christelle CHARRIER (86); Jean-François POISSON (86) ; Isabelle REMY (90); Alizée OSTROWSKI (93); Julien ROUX (93); Sandrine BERNARD (SF - 94); Nadia DEGHIRMENDJIAN (94); Sylvain LHERMITTE (FFE); Thierry JUGAND ();

- *Les membres des instances fédérales :*

Leïla DELEFORTRIE (CF 29) – Amélie LANGLAIS (SF 33) – Delphine DAMIS-FRICOURT (SF Sec Sec 80) - Frédéric FARAVAL (BNA BF 95)

- *Les élus :*

Christian TESSEYDRE (VP Reg Maire – 11) - Isabelle MONTANARI (Adj Sec Sec - 29) ; Rachel NICOLAS (CM 29) ; Bernard PELLETER (Maire ; 29) ; Julien ERNST (CM Sec Sec 68)